

norable ministre des Finances (sir Henry Drayton) une continuation fidèle de la politique de classes du Gouvernement.

Ce budget est injuste et même vexatoire pour cette partie de la communauté qui a supporté à elle seule, je pourrais dire, presque tous les sacrifices imposés par l'administration actuelle; et si l'on en croit la rumeur qui a cours dans le public, cette politique à tarif modéré et de protection, telle grandes chaleurs de l'été, il veut prendre mets qui a perdu tout saveur pour le public.

Prétendre favoriser la stabilisation du travail en préconisant une protection intense à l'industrie et au commerce, en accablant de taxes les travailleurs et en les abandonnant aux appétits voraces des profiteurs, c'est là une erreur qui me paraît calculée; ce ne peut être une fausse conception de la part de l'honorable ministre des Finances; c'est un procédé assuré pour augmenter la misère qui existe déjà à l'état latent et réel dans le public. Est-il juste que le millionnaire né des opérations de la dernière guerre et qui continue à hypertrophier ses goussets librement à l'abri de la politique de protection du Gouvernement, est-il juste que les ministres du cabinet actuel paient pour leur déjeuner la même taxe que celui qui reçoit un salaire de \$15 à \$20 par semaine ou que le soldat invalidé sur les champs de bataille? Est-il juste que le richard sans enfants ne soit taxé qu'une fois alors que le travailleur qui a douze enfants l'est douze fois? Est-il juste que le peuple paie, seulement pour se vêtir, plus que le Gouvernement ne retire de taxe sur les gros revenus, et, cela, alors que les industries textiles déclarent publiquement faire des profits de 200 p. 100 et lorsqu'elles n'ont à payer qu'une taxe ridicule?

Que le Gouvernement enlève la taxe de guerre de sept et demi pour cent sur les instruments agricoles, qu'il fasse des promesses de révision du tarif par des commissions telles qu'il a l'habitude d'en nommer, cela peut être un fromage électoral et favorisera une plus grande production agricole qui permettra aux profiteurs dans cette industrie d'opérer sur une plus grande échelle et de multiplier, en définitive, leurs profits; mais cela n'empêchera pas l'ouvrier des villes de continuer à payer de plus en plus cher les nécessités de la vie.

On était justifiable de penser que, dans une période de reconstruction, comme le Gouvernement se plaît à l'appeler, les éléments de la communauté lésés par le fléau

de la guerre, le travailleur des villes, le soldat, sur qui les sacrifices sont retombés et parmi lesquels la désorganisation s'est opérée presque totalement, auraient bénéficié de la politique de ce Gouvernement "win the war", et non pas les profiteurs et les exploités qui n'ont subi que la multiplication de leurs piastres. Bien au contraire, le pauvre est taxé sans cesse. Si, harassé par un travail ardu, dans les grandes chaleurs de l'été, il veut prendre un verre de bière en revenant de l'usine, on taxe sa soif; le soir, en famille, s'il veut adoucir la dureté de son labeur et se délasser de ses fatigues journalières par un peu de musique automatique, faute d'argent pour se procurer mieux: "Haro sur le baudet", il est lourdement taxé. Il ne peut pas faire un peu de fumée sans être taxé même sur ses allumettes; s'il veut dormir, il doit d'abord payer les taxes qui servent à protéger les industries textiles; en un mot, de la tête aux pieds, de tous bords, de tous côtés, il est frappé par les impôts, comme sous le régime de la gabelle, en France, au temps de la révolution française, alors qu'on en était rendu à taxer le sel du consommateur qui pouvait être jeté au cachot s'il était pris en possession d'une pincée de sel sans autorisation du Parlement.

Nous étions en droit de penser que le ministre du Travail, voyant ses commettants injustement traités, prendrait dans la gouverne de ce pays le rang important et vital que lui assignaient les circonstances du moment. Erreur! nous n'avons dans la personne de l'honorable ministre du Travail qu'un distingué professeur de lanterne magique, irresponsable au peuple, indépendant du peuple, dont le rôle se borne à mystifier les travailleurs par des convocations de congrès ouvriers inutiles, où on ne prend action sur rien, par des convocations de conférences industrielles auxquelles il préside, et qui ne servent qu'à pratiquer des saignées abondantes dans le trésor public pour payer grassement de soi-disant chefs ou chevaliers d'industrie et du travail, convoqués dans le but de donner de l'effet à ses causes barnumesques.

M. Draper fut délégué à Versailles par le ministère actuel pour tâcher de faire, ou simuler de faire quelque chose d'officiel pour l'éternel tordu. Sans doute le Gouvernement voudra se prévaloir d'avoir appuyé l'article 427, paragraphe 4, du traité de paix de 1919, touchant la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit